

Paris, le 17 janvier 2017

Réponse de Direct Energie à la Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 14 décembre 2016 relative à l'évolution des produits de capacité commercialisés par GRTgaz et TIGF

Question 1 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre par GRTgaz et Fluxys d'un point d'interconnexion virtuel entre la France et la Belgique au 1er octobre 2017 dans les conditions proposées par GRTgaz?

Direct Energie comprend que la proposition de GRT Gaz n'engendre aucun changement d'aucune sorte pour les contrats existants, aussi bien sur le plan contractuel qu'économique et opérationnel.

En conséquence Direct Energie y est favorable à condition que les contrats existants ne soient pas impactés négativement (notamment au niveau du planning de travaux).

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien de la commercialisation des 4 GWh/j de capacité rebours dans le sens Belgique vers France ?

Question 3 : Au 1er octobre 2017, préférez-vous le maintien du mécanisme de netting rebond avec l'UBI dans le sens Belgique vers France ou la suppression du netting rebond au profit du maintien de l'UBI dans les deux sens ?

Question 4 : Considérez-vous, comme la CRE, que GRTgaz doit poursuivre ses efforts pour proposer à terme l'UBI dans les deux sens ainsi que le netting rebond ?

Question 5 : Avez-vous d'autres remarques concernant les modalités de mise en place du PIV ?

Direct Energie ne se prononce pas.

Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre du service de substitution de manière anticipée, dès mars 2017, aux PIR sur lesquels le code CAM est appliqué (Alveringem, Jura, Obergailbach, Oltingue, Piri-neos, Taisnières B et Taisnières H) ?

Direct Energie est favorable à la mise en œuvre du service de substitution, car il permet effectivement une meilleure utilisation des capacités détenues par les shippers : il permettra en effet aux acteurs en mismatch sur un point d'interconnexion de souscrire des capacités additionnelles sur le GRT où ils ont un déficit de capacité, malgré la commercialisation des capacités sous forme bundlée aux enchères Prisma.

Il est toutefois malheureusement à craindre que cette mesure seule ne permettra pas de résorber les mismatch des acteurs, étant donné que les coûts de souscription de capacités additionnelles restent la plupart du temps supérieurs aux gains attendus de leur utilisation (coûts régulés supérieurs aux spreads de marché). **A ce titre Direct Energie renouvelle son souhait (déjà exprimé lors des consultations sur l'ATRT6) de voir évoluer le market design entourant les souscriptions aux points**

d'entrée de manière à tenir compte de leurs apports en terme de sécurité d'approvisionnement en France.

Question 7 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la proposition des GRT de ne pas appliquer le mécanisme de substitution en cas de congestion de l'interconnexion ?

Non, Direct Energie n'y est pas favorable pour les raisons suivantes :

- Comment mesurer la congestion d'un point ? Sans définition précise, il est difficile de mettre en place une telle disposition.
- C'est justement quand il y a congestion que les expéditeurs qui ont des capacités dormantes (souscrites pour la plupart il y a longtemps et sans que leur contribution à la sécurité d'approvisionnement ne soit reconnue), vont avoir le plus d'intérêts à vouloir les utiliser et donc les substituer. Si la substitution n'est pas possible en cas de congestion, la perte d'opportunité pour les détenteurs de capacités unbundlées sera encore plus importante, alors même qu'ils ont une partie de la capacité !

Question 8 : Souhaitez-vous, comme le propose TIGF, que le reliquat de capacité à l'issue des enchères soit alloué aux expéditeurs, ayant des capacités asymétriques, qui en font la demande ?

Direct Energie y est favorable.

Question 9 : Avez-vous d'autres remarques sur les modalités de mise en oeuvre de ce mécanisme ?

Non.